

### *Les crédits*

En ma qualité de critique de l'opposition pour les questions touchant les personnes handicapées, j'aimerais parler des répercussions que cette situation aura sur ce groupe de personnes. Les Canadiens affligés d'un handicap comptent parmi les citoyens les plus mal nantis de ce pays. Environ 80 p. 100 d'entre eux sont sans emploi. Quant aux personnes handicapées qui ont la chance d'en avoir un, elles sont pour la plupart sous-employées et confinées dans certaines catégories d'emplois.

En 1986, près des deux tiers de celles qui avaient un emploi gagnaient moins de 10 000 \$ par année. De tous les groupes socio-économiquement désavantagés, ce sont les personnes handicapées qui dépendent le plus de programmes sociaux comme le régime d'assurance-maladie universel.

Les personnes handicapées doivent quotidiennement relever un défi, celui d'obtenir les soins qui leur sont nécessaires et de satisfaire leurs besoins de subsistance particuliers, alors que dans la plupart des cas, elles n'ont même pas suffisamment de ressources pour joindre les deux bouts. Pour la plupart des Canadiens handicapés, les graves difficultés financières sont une réalité de tous les jours, réalité que les programmes gouvernementaux viennent à peine alléger.

En outre, leurs chances de trouver un emploi rémunérateur sont encore très minces. Les personnes handicapées seront durement éprouvées si l'on ouvre la voie aux frais modérateurs et à des services médicaux de moins bonne qualité, d'autant plus qu'elles sont le groupe le moins en mesure d'assumer de tels frais.

Le démantèlement du régime d'assurance-maladie universel marginalisera et isolera encore davantage les personnes handicapées. Une fois de plus, on mettra en veilleuse les espoirs que ces personnes avaient de s'intégrer économiquement.

Comme ce sont elles qui, dans la société, ont le plus besoin de l'assurance-maladie, les personnes handicapées seront les premières victimes d'un retrait du gouvernement fédéral du secteur des soins de santé. Il ne fait aucun doute que le maintien des soins de santé à leur niveau actuel pose des défis financiers.

En réduisant le financement dans le domaine des soins de santé, le gouvernement fédéral a transformé les défis financiers en impasses économiques. Il a fait un désastre d'une situation difficile.

Pourquoi n'a-t-il pas examiné des solutions de rechange aux compressions de dépenses touchant la santé? Pourquoi le gouvernement fédéral a-t-il décidé de fuir le problème alors que de nombreuses provinces ont elles-mêmes entrepris d'étudier leur régime de soins de santé?

Les professionnels de la santé disent depuis des années que, grâce à la prévention, on pourrait réduire grandement les coûts des soins de santé. Il semble que si l'on réduisait, ne serait-ce que de 1 p. 100, la fréquence des cas de poids insuffisant à la naissance, on pourrait épargner des milliards de dollars chaque année.

En fait, il y a de nombreuses autres façons d'accroître la rentabilité de notre système de soins de santé sans pour autant sacrifier les principes fondamentaux de l'assurance-maladie. Un examen honnête des problèmes touchant les soins de santé au Canada s'impose. Nous, de l'opposition, sommes en faveur d'une telle étude. Nous refusons toutefois les promesses vides et le démantèlement du régime d'assurance-santé que le gouvernement a déjà entrepris.

La réduction du financement des soins de santé par le gouvernement fédéral porte atteinte aux principes fondamentaux d'égalité, de compassion et d'équité qui sont la marque distinctive du Canada. Pour l'amour des Canadiens et du Canada, le gouvernement doit rétablir le financement des soins de santé.

**M. Jim Karpoff (Surrey-Nord):** Monsieur le Président, une fois encore, j'ai écouté attentivement la députée parler de l'engagement envers le régime d'assurance-santé. C'est très bien qu'elle parle de «promesses vides», car je pense que le gouvernement en a fait pas mal, mais je dois dire que les libéraux étaient encore plus forts à ce jeu-là.

Les libéraux peuvent bien parler de ce que les conservateurs devraient faire, lorsqu'ils étaient au pouvoir et pouvaient démontrer leur engagement envers l'assurance-santé, qu'ont-ils fait?

La députée pourrait-elle nous expliquer où était l'engagement des libéraux envers l'assurance-santé lorsque leur ministre des Finances a plafonné les versements en 1975? Où était l'engagement lorsque le gouvernement libéral, au début des années 1980, à retranché 1,2 milliard des paiements de transfert aux provinces? C'est le même montant que le gouvernement fédéral retranche cette année. Les libéraux démontraient-ils leur engagement envers le régime lorsqu'ils ont commencé à le démonter alors qu'ils avaient le pouvoir de le protéger?

• (1530)

[Français]

**Le président suppléant (M. DeBlois):** J'aimerais apporter une précision. Nous sommes dans une période de cinq minutes de questions et réponses. La parole est à l'honorable députée de Hamilton Mountain.

[Traduction]

**Mme Phinney:** Monsieur le Président, j'ai été ici toute la journée, et il y a une chose qui me trouble. J'ai écouté mes voisins de gauche, qui se sont comportés en gentil-